

OCTOBRE

REVUE DE L'ANNÉE

PRIX NOBEL DE LA PAIX: Le travail vital de la société civile a reçu une reconnaissance de haut niveau lorsque la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) a reçu le prix Nobel de la paix.



CATALOGNE: Le référendum officieux du 1er octobre sur l'indépendance a été marqué par la violence alors que la police tentait d'empêcher les gens de voter. L'impasse politique a suivi.

TRAITÉ SUR LES ENTREPRISES ET LES DROITS DE L'HOMME: Plus de 40 OSC ont participé à des discussions en vue d'établir un traité sur les entreprises transnationales et les droits humains ; un projet de traité est en préparation.



BOLIVIE: Des milliers de personnes se sont mobilisées contre la campagne du président Morales, qui a finalement été couronnée de succès, pour renverser la limitation du mandat présidentiel.

L'influence positive qu'exerce la société civile sur le monde a été reconnue au plus haut niveau en octobre avec l'attribution du **prix Nobel de la paix** à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN, par ses sigles en anglais) pour son travail pionnier en faveur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. **Ce traité** a été adopté en juillet et sa ratification a été proposée lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre.

Suite aux révélations d'abus sexuels importants dans l'industrie cinématographique américaine, dans la politique et au-delà, la **campagne #MeToo** a attiré l'attention sur la nature généralisée des expériences de harcèlement et d'abus sexuels des femmes. La campagne est devenue virale à une vitesse étonnante : Facebook **rapporte** qu'en 24 heures il y a eu plus de 12 millions de messages avec le mot-dièse #MeToo et que 4,7 millions de personnes ont pris part à une conversation sur le sujet. Le hashtag a fait le tour du monde et a été adapté localement ; et bien qu'il ait déclenché des réactions défavorables prévisibles, la campagne a réussi à exposer l'ampleur et la nature quotidienne du harcèlement des femmes, ainsi que le niveau de préoccupation à ce sujet. Cependant, la question reste de savoir comment cette viralité pourrait être transformée en **un mouvement** et ce que la société civile pourrait faire pour tirer parti de cet élan, nécessaire pour parvenir à un changement véritable et durable, y compris dans les lois et sur le lieu de travail. Une réponse à cette question a été le lancement fin 2017 du mouvement **Time's Up** qui exige des actions contre le harcèlement sexuel, notamment à travers la création d'un fonds pour aider les femmes à intenter des actions en justice concernant le harcèlement sur le lieu de travail. À mesure que les révélations se poursuivaient, la société civile organisée n'est pas restée à l'abri des accusations de complicité de harcèlement sexuel qui, selon les rumeurs, constitueraient un problème lié au travail d'intervention humanitaire en particulier. En octobre, Oxfam a révélé qu'elle avait **licencié** 22 membres de son personnel au cours de la dernière année à cause d'allégations d'agressions sexuelles. La société civile peut s'attendre à être à nouveau sollicitée pour diriger ce mouvement si elle se décide à mettre de l'ordre dans ses propres affaires de harcèlement sexuel.

Autre initiative de la société civile, au Congo, un groupe d'OSC a lancé **une campagne** pour attirer l'attention et pour exprimer sa solidarité avec les quelque 100 prisonniers politiques du pays, arrêtés lors du référendum de 2015 et des campagnes électorales présidentielles de 2016. En Jordanie, l'OSC *Jordan Labour Watch* a lancé **une campagne dans les réseaux sociaux** – « J'exige de travailler avec dignité » – dans le but de sensibiliser aux droits des travailleurs et d'améliorer les conditions des syndicats. La société civile a eu besoin de se mobiliser une nouvelle fois lorsque le gouvernement de l'Équateur, sous un nouveau président, a lancé **un processus de consultation** concernant l'amendement de la constitution. La société civile a attiré l'attention sur la nécessité de sa participation dans les consultations, sur son engagement constructif et sur les recommandations qu'elle pourrait fournir. Vers la fin de l'année et grâce aux revendications de la société civile, le gouvernement équatorien a également **gracié** plusieurs militants qui se trouvaient en prison. Quatre autres défenseurs des droits de l'homme emprisonnés ont été **relâchés** en Ouzbékistan, après avoir purgé de longues peines de prison. Un décret présidentiel a gracié quelque 2 700 condamnés au total et un autre décret publié le mois suivant a rendu irrecevables les preuves obtenues par la torture. Cependant, le journaliste indépendant Bobomurod Abdullayev, arrêté le mois précédent, était encore sous détention à la fin de l'année.

Au 19^{ème} Congrès du Parti communiste chinois à Beijing, le président Xi Jinping a **consolidé** son emprise sur le pouvoir en plaçant ses partisans au sein du principal Comité permanent du Politburo, mais n'a désigné aucun successeur potentiel évident. Dans un discours inaugural qui a fait frissonner de nombreux membres de la société civile, le président Xi a mis en avant la vision d'une Chine globalement confiante et plus affirmée, proposant de manière explicite le modèle chinois comme une source d'inspiration pour les pays du sud. Les préparatifs du congrès ont vu se produire une nouvelle vague de **répression** des libertés fondamentales, rappelant ainsi ce que ce modèle signifie pour la société civile. En septembre, Zhen Jianghua, responsable de *Human Rights Campaign* en Chine, a été arrêté et détenu, et le service de messagerie chiffré WhatsApp a été bloqué. On estime que quatorze activistes

ont été arrêtés et deux disparu dans les semaines précédant le congrès. Après le congrès, le régime a renforcé son pouvoir en introduisant de **nouvelles sanctions** contre toute personne qui aurait manqué de respect à l'hymne national, à l'emblème et au drapeau chinois.

Pour la société civile, l'un des problèmes du rôle croissant de la Chine dans le monde, en particulier lorsque d'autres États puissants renoncent à leurs responsabilités internationales, est qu'elle constitue une source d'aide et d'inspiration pour d'autres régimes répressifs. Un des leaders ayant fait l'éloge de la Chine et ayant cultivé des relations très étroites avec elle est le président des Philippines, Rodrigo Duterte, engagé depuis juillet 2016 dans une « **guerre contre la drogue** » autoproclamée et sanglante. Le 12 octobre, le président Duterte a finalement ordonné à la police de cesser les opérations anti-drogue. Depuis le début de cette violente répression, entre 7 000 et 12 000 personnes ont été tuées, souvent sur de maigres preuves et au milieu d'une culture de vigilantisme à l'impunité galopante. Le président Duterte était le principal partisan de ces tueries et le premier à menacer les OSC, les activistes et les journalistes qui ont essayé de défendre leurs droits et d'exiger des comptes de la police pour ses actions. D'ailleurs au **mois d'août**, le président Duterte a exhorté à davantage de meurtres et a déclaré que les groupes de défense des droits de l'homme devraient faire l'objet d'une enquête et que les militants se feraient tirer dessus s'ils faisaient obstruction à la police. Bien que la fin des opérations ait apporté de l'espoir, **de graves inquiétudes** persistent concernant les violations des droits de l'homme aux Philippines. En même temps, la loi martiale est toujours en application dans la région de Mindanao, où sévissaient la violence extrémiste et la torture militaire. Parmi d'autres problèmes majeurs figuraient de nombreux assassinats documentés de défenseurs des droits environnementaux, fonciers et des peuples indigènes, ainsi qu'une proposition de nouvelle loi sur les « fausses informations » qui pourrait entraîner une augmentation de la censure et de la criminalisation du journalisme d'investigation.

L'Islande a tenu de nouvelles élections en octobre, près d'un an jour pour jour depuis les dernières, la coalition au pouvoir s'étant effondrée après que le

Premier ministre Bjarni Benediktsson **ait été suspecté** d'avoir dissimulé le rôle de son père dans le blanchiment du casier judiciaire d'un délinquant sexuel condamné. Pendant ces élections, le premier ministre Benediktsson aurait également vendu ses actifs dans un fonds d'investissement islandais ayant fait faillite juste avant que le gouvernement ne prenne le contrôle du secteur financier suite au krach de 2008. Il n'a pas été le premier homme politique islandais à être impliqué dans des allégations de corruption par les fuites des Panama Papers : son prédécesseur, Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, a été contraint de **démissionner** en 2016 après des révélations démontrant qu'il s'était servi de régimes extraterritoriaux pour protéger sa richesse. Les révélations continues ont obligé le peuple islandais à considérer les liens apparemment proches entre ses représentants politiques au pouvoir et des intérêts financiers opaques.

Au Japon, une élection anticipée, convoquée au milieu de la peur grandissante provoquée par une potentielle menace nucléaire nord-coréenne, et une opposition divisée, ont abouti à un renouvellement du mandat de la coalition au pouvoir malgré un faible taux de participation. L'amendement de **la constitution pacifiste** japonaise, afin de lui permettre une utilisation plus affirmée de ses forces armées, a été jugée probable, bien que 40 000 personnes aient défilé contre cette idée le mois suivant. De même, plusieurs **manifestations** contre les bases militaires américaines au Japon ont été organisées.

Les prédictions des sondages d'opinion prévoyant une compétition serrée à **l'élection présidentielle** du Kirghizistan ont été invalidées par une victoire confortable pour le nouveau candidat du parti au pouvoir, Sooronbay Jeenbekov, qui **s'est engagé** à continuer le travail de son prédécesseur. Les observateurs électoraux et la société civile ont exprimé leurs inquiétudes concernant l'utilisation de ressources de l'État en faveur du candidat gagnant, le parti pris des médias publics, les attaques contre les médias indépendants, les restrictions sur la tenue d'assemblées publiques dans les quartiers clés de la capitale, Bichkek, et les limitations imposées à la société pour surveiller le vote. L'État a annoncé qu'il **intentera** une action en justice contre l'agence

de presse indépendante **Kloop** après qu'elle ait mis au jour des allégations d'utilisation abusive d'informations personnelles et de collusion entre le gouvernement et la campagne du président Jeenbekov.

Ailleurs, la polarisation politique et les manifestations ont jalonné le mois. **Le référendum** sur l'indépendance de Catalogne, organisé le 1er octobre au mépris du gouvernement espagnol, a été l'occasion d'énormes manifestations en faveur de l'indépendance et a permis à la police d'user de la force contre des personnes tentant de voter et d'arrêter des dirigeants et des responsables politiques du mouvement indépendantiste. **Des manifestations** ont éclaté en Bolivie au cours de la tentative, finalement réussie, du président sortant pour amender la constitution et pouvoir ainsi briguer un quatrième mandat. Une nouvelle vague **de manifestations** a également eu lieu en Ukraine, exigeant des progrès dans les réformes politiques au point mort, y compris la modification des règles électorales et l'adoption de mesures anti-corruption plus fortes. Les manifestants ont aussi demandé des mesures contre les problèmes économiques. Le 17 octobre, plus de 5 000 personnes se sont rassemblées devant le parlement lors d'une manifestation. Deux manifestants et un agent de police ont été blessés lors des affrontements qui s'y sont produits. En même temps, un **projet de loi** a été présenté dans le but d'octroyer de plus grands pouvoirs à la garde nationale pour utiliser la force, pour arrêter des manifestants et pour recourir à la surveillance.

Au Liberia, des manifestations pacifiques se sont **tenues** contre les amendements proposés aux lois sur le viol, lesquels permettraient la libération sous caution des personnes suspectées de viol. En Bulgarie, plus de 8 000 personnes ont **manifesté** à Sofia, réclamant de meilleurs salaires pour les diplômés et une meilleure protection juridique des droits des travailleurs. Le Panama a également été le théâtre d'un certain nombre de **manifestations** en octobre, notamment contre les pénuries d'électricité et les retards de paiement. Il y a également eu une grève des travailleurs du secteur des transports concernant des changements apportés à l'offre dans le secteur. Toutes ces manifestations ont été accompagnées d'une forte

présence policière. La grève des transports quant à elle a entraîné plusieurs affrontements violents et une vingtaine d'arrestations.

Au Niger, des manifestations contre un projet de loi de finances ont **tourné à la violence** lorsque certains manifestants ont bravé l'interdiction de marcher sur la place devant l'Assemblée nationale. Ils craignaient que cette loi conduise à une hausse des prix et des taxes. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et certains manifestants ont brûlé des pneus et lancé des pierres. Après la manifestation, le gouvernement a ciblé l'Association pour les droits des consommateurs, pour les technologies, pour l'information, pour la communication et pour l'énergie, la principale OSC à la source de cette manifestation, interdisant ses activités et **arrêtant et retenant** trois de ses activistes pendant trois semaines environ. Malgré ces manifestations, la loi de finances a été adoptée et une autre manifestation contre celle-ci s'est déroulée en décembre.

Des informations filtrées à travers les groupes de l'opposition ont signalé la tenue d'une **manifestation inhabituelle** à Asmara, capitale de l'État carcéral qu'est l'Érythrée. Cette manifestation a été brutalement écrasée au moyen de munitions réelles laissant **28 morts** tandis que d'autres manifestants ont été **arrêtés** et torturés. La manifestation a éclaté à cause de l'ingérence du gouvernement dans une école islamique. Plusieurs personnes ont également été blessées au cours de **manifestations** dans la ville de Tadjoura, au Djibouti, à propos de la construction d'un port. Les manifestants étaient en colère parce que les jeunes locaux auraient été exclus des emplois dans la construction portuaire. La police aurait utilisé des munitions réelles et des gaz lacrymogènes contre les manifestants. Au Gabon, **des manifestations étudiantes** contre les fortes hausses de frais ont eu lieu dans la ville d'Owendo. La police a dispersé les manifestants à coups de bâton et de gaz lacrymogènes, causant plusieurs blessures aux manifestants. Du gaz lacrymogène a également été utilisé pour briser **une grève** des travailleurs du ministère du pétrole à Libreville le mois précédent. En Indonésie, dans la région de Banyumas, une manifestation contre une centrale électrique a été **brutalement perturbée**, provoquant l'arrestation de 24 personnes et l'hospitalisation de deux autres, tandis

qu'un journaliste couvrant cette manifestation a été battu et sa caméra confisquée dans l'une des nombreuses attaques qui se sont produites contre des journalistes dans le pays en 2017. Le mois précédent, **une réunion** organisée par l'*Indonesian Legal Aid Foundation* contre les massacres des années soixante – pour lesquels justice n'a toujours pas été rendue – a été violemment attaquée par des activistes anticomunistes. Au Belize, le célèbre leader social, **Albert Cattouse**, qui avait protesté en raison des prix du carburant, a été abattu, et beaucoup soupçonnent que cet assassinat est lié à son militantisme.

Les autorités d'Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, **ont interdit** les manifestations pendant le mois de septembre et d'octobre. Cela signifie que les manifestations d'octobre contre la mauvaise gestion du gouvernement ont été interdites. Les manifestants défiant l'interdiction ont été dispersés à l'aide de gaz lacrymogènes. Quatre ont été arrêtés. Les manifestations des ressortissants togolais du mois précédent exigeant un changement politique dans leur pays (*voir août*) ont été interdites en invoquant un potentiel préjudice aux relations du Burkina Faso avec le Togo. Une autre manifestation a également été convoquée par des ressortissants togolais au Ghana, entraînant l'arrestation de 26 participants accusés d'avoir organisé une manifestation illégale. Des manifestations ont également eu lieu au Burkina Faso en novembre lors de **la visite** du président français, Emmanuel Macron.

Suite à de nouvelles manifestations contre les lois restreignant l'avortement en Pologne, deux OSC pour les droits des femmes y ayant participé ont vu leurs bureaux **perquisitionnés** et leurs fichiers et ordinateurs confisqués. Ce même mois, une nouvelle loi a été adoptée établissant un nouvel organe au sein du cabinet du Premier ministre. Il s'agit de l'Institut national de la liberté chargé de contrôler le financement fourni par le gouvernement et par l'UE aux OSC. Cette mesure a suscité la crainte – comme ailleurs en Europe (*voir juin*) – que seules les causes ayant la faveur du parti au pouvoir soient soutenues. **Une avancée** éventuellement plus positive dans la coopération s'est produite en Bosnie-Herzégovine où le Conseil des ministres a souscrit

un **accord de coopération** avec les OSC, créant ainsi potentiellement de nouvelles opportunités pour la société civile pour s'engager et pour gagner en influence.

Malheureusement ce mois a vu se succéder plusieurs exemples de la répression continue des droits des personnes LGBTI. En Tanzanie, la répression permanente a continué à être appliquée lorsque treize personnes ont été **arrêtées** et détenues pour « promotion de l'homosexualité » alors qu'elles se rendaient à une réunion dans la ville de Dar es Salaam afin de rassembler des preuves pour une action en justice contre la réduction des services de santé. L'une des organisations impliquées, *Community Health Services and Advocacy*, a ensuite été informée de la suspension de ses activités ainsi que de l'ouverture d'une enquête pour promotion de l'homosexualité. Ces actions sont en ligne avec une tendance plus générale consistant à soumettre les OSC à des enquêtes et à des radiations. Vingt personnes ont été arrêtées sous les mêmes accusations lors d'un programme de formation sur la sensibilisation au VIH/ SIDA à Zanzibar le mois précédent.

Pendant les mois de septembre et d'octobre, la violente répression exercée par le gouvernement de l'Azerbaïdjan contre les droits des personnes LGBTI a provoqué l'arrestation de **plus de 80 personnes**. Elles ont été torturées et ont reçu des coups et des décharges électriques. Les autorités ont tenté de justifier cette persécution en invoquant des raisons de santé et de moralité publique. En Russie, l'activiste **Evdokia Romanova** a été reconnue coupable de diffusion de « propagande de relations sexuelles non traditionnelles » – souvent désignée sous le nom de « propagande homosexuelle » – et s'est vu infliger une amende d'environ 865 dollars américains. Elle avait partagé des informations sur Facebook concernant la **Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights**, un réseau international militant pour l'accès des jeunes à l'information sur la santé et la sexualité. Événement plus positif pour les droits LGBTI, au Pakistan, **un nouveau réseau**, le *Pakistan Transgender Election Network*, a été lancé, réunissant diverses OSC dans le but de rendre visible l'absence des personnes transgenres dans la politique électorale.

En dépit de l'attention accrue accordée à la protection des journalistes au Kosovo (*voir mars*), les journalistes d'investigation continuaient à se trouver en danger. En octobre, le journaliste du site d'investigation *Insajderi.com*, **Vehbi Kajtazi**, a été agressé dans la capitale, Pristina. **Parim Olluri**, rédacteur du même site, a été attaqué en août. Un homme politique très connu les a également accusés tous deux d'être des espions serbes. L'un des sujets couverts par le site web est le népotisme dans les nominations publiques. Au Bangladesh, plusieurs journalistes voyageant en convoi avec le principal parti d'opposition **ont été attaqués** par des partisans du parti au pouvoir. Au moins cinq journalistes ont été blessés, tandis que la police se serait simplement contentée de contempler la scène.

Au Soudan, le 14 octobre, des exemplaires du journal **Al-Jarida** ont été saisis et retirés de la circulation. La saisie de tirages est une tactique couramment utilisée dans le pays, le but étant de priver les journaux d'un revenu précieux ainsi que de supprimer des informations controversées. Le mois suivant, des journalistes **se sont exprimés** contre une proposition de nouvelle loi qui donnerait à l'État de nouveaux pouvoirs pour suspendre des publications et pour bannir des journalistes. **Juda Allahodoum**, président de l'*Association of Private Press Owners* du Tchad, a été arrêté pour « avoir prétendu être journaliste » après avoir écrit un article sur l'utilisation d'avions tchadiens pour le transport d'armes vers la Syrie. Son arrestation a provoqué des manifestations de journalistes et il a été relâché le mois suivant.

En République tchèque, le président Milos Zeman a brandi une **réplique d'une AK-47** lors d'une conférence de presse, portant l'inscription sinistre « pour les journalistes ». Cependant, en Europe, il y a eu de meilleures nouvelles pour les journalistes : la Cour européenne des droits de l'homme a arrêté que la journaliste norvégienne, **Cecilie Lagum Becker**, n'était pas tenue de révéler ses sources, protégeant ainsi un des principes essentiels du journalisme. Elle avait auparavant reçu l'ordre de le faire après avoir rédigé un écrit sur la Norwegian Oil Company.

Une nouvelle **loi sur la sécurité** a été adoptée en France, rendant permanents toute une série de pouvoirs supplémentaires assumés par la police depuis la déclaration de l'état d'urgence suite aux attentats terroristes de novembre 2015. Bien que la France ait connu plusieurs attentats terroristes, la société civile et les experts des Nations unies dans les droits de l'homme ont exprimé leur inquiétude quant à l'impact de cette loi sur les libertés de la société civile.

La réunion d'octobre du CDH a vu **plusieurs États** ayant de piètres antécédents en matière de droits de l'homme intégrer l'organisme, remettant ainsi en question sa capacité à offrir un contrôle adéquat du respect des droits de l'homme. Parmi eux, on trouvait la RDC, le Mexique, le Pakistan, les Philippines et l'Arabie saoudite, des États ayant connu de graves et multiples violations contre les libertés de la société civile en 2017. L'élection de la RDC est intervenue malgré la pétition de **157 organisations des droits de l'homme congolaises** adressée aux États membres de l'ONU en les exhortant à ne pas l'élire, en raison de nombreuses et graves violations des droits commises tout au long de l'année, y compris la détention de militants et de journalistes, et la violente répression de manifestations pacifiques (*voir avril, juillet et novembre*). En réponse, un ministre congolais a appelé à la **dissolution des OSC** ayant fait campagne contre l'élection du pays.

La capacité du système international à déjouer les manœuvres des États a été encore remise en question par l'annonce **du retrait** d'Israël et des États-Unis de l'UNESCO, accusant l'organisation de biais anti-israélienne. En 2011 elle avait admis la Palestine en tant que membre à part entière et, en réponse à cette décision, les États-Unis ont cessé de payer leurs contributions. En plus de son travail dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science et de la technologie, l'UNESCO est la principale agence des Nations unies pour la protection des journalistes, cible de fréquentes attaques du président Trump. Sur un plan plus positif, un pas supplémentaire a été franchi en vue de l'élaboration d'un **traité contraignant pour que les entreprises respectent les normes relatives aux droits de l'homme** lors de la troisième session du Groupe de travail intergouvernemental à Genève.

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX RECONNAÎT LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En octobre, la coalition de la société civile **ICAN**, a reçu le prix Nobel de la paix. Ce n'est pas la première fois que le travail vital de la société civile est reconnu au plus haut niveau. Ce prix vient récompenser son rôle majeur dans la défense du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Parmi les précédents lauréats figuraient le Quartet du dialogue national tunisien, initiative de la société civile qui a vu la révolution tunisienne mûrir en démocratie plutôt qu'en dictature, reconnue pour son travail en 2014. Dans les dernières éditions on compte aussi plusieurs activistes pour les droits des femmes, pour les droits des enfants et des jeunes, ainsi que des militants pour la paix, notamment Leymah Gbowee du Libéria, Tawakkol Karman du Yémen et Malala Yousafzai du Pakistan.

Daniel Högsta de l'ICAN décrit le processus par lequel le réseau a plaidé avec succès en faveur d'un traité sur les armes nucléaires :

L'ICAN est une coalition d'OSC présentes dans une centaine de pays prônant l'établissement d'un traité strict et efficace interdisant les armes nucléaires. L'ICAN a été inspirée par le succès retentissant de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres qui, dix ans auparavant, avait joué un rôle décisif dans la négociation du traité sur l'interdiction des mines antipersonnel.

Nous avons travaillé à la construction d'un puissant soutien mondial citoyen pour l'abolition des armes nucléaires. En engageant des groupes divers et en travaillant aux côtés de la Croix-Rouge et de gouvernements aux vues similaires, nous avons recadré le débat sur les armes nucléaires et suscité un élan pour le début des négociations du traité.



La princesse Mette-Marit de Norvège félicite Beatrice Fihn, de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, qui a reçu le prix Nobel de la paix

Source: Getty Images

En 2010, lors de la révision du Traité de non-prolifération, toutes les nations ont exprimé leur profonde préoccupation face aux « conséquences humanitaires catastrophiques » qu'engendrait l'utilisation des armes nucléaires – une déclaration conjointe qui a conduit à la convocation de trois grandes conférences en 2013 et 2014 sur l'impact humanitaire des détonations nucléaires. L'ICAN a coordonné la société civile pour ces réunions ayant rassemblé la plupart des gouvernements du monde, ainsi que des organisations internationales et des institutions académiques. En 2015, nous avons contribué à obtenir le soutien de 127 nations pour un engagement diplomatique dans le but de « combler le vide juridique » du régime actuel régissant les armes nucléaires.

En 2016, notre campagne a permis à l'Assemblée générale des Nations unies d'établir un groupe de travail chargé d'examiner les propositions de désarmement nucléaire et d'adopter la résolution en décembre 2016 pour lancer des négociations sur « un instrument juridiquement contraignant pour l'interdiction des armes nucléaires ».

Les négociations ont abouti à l'adoption par 122 États d'un traité interdisant les armes nucléaires. Sa ratification a été proposée le 20 septembre et compte déjà 56 signataires.

Lors de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'ICAN, le Comité Nobel norvégien a cité l'importance de cette initiative et de notre stratégie pour l'avenir.

L'attribution du prix Nobel a immédiatement mis au jour le travail de l'ICAN. Daniel nous parle de ce que la reconnaissance conférée par ce prix pourrait signifier pour eux et leur travail :

Ce prix nous inspire de la modestie et de l'enthousiasme. De la modestie parce que nous connaissons la variété d'acteurs impliqués dans la réalisation du traité – des États à la société civile, en passant

par le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, jusqu'aux professeurs d'université et aux chercheurs. De l'enthousiasme en raison des opportunités que cela nous offre, en tant que militants, de travailler pour l'universalisation du Traité et pour que les États dotés d'armes nucléaires et ceux sous leur protection puissent changer leurs politiques dans ce domaine. Nous espérons que cela nous permettra également de changer davantage le discours sur les armes nucléaires.

Tous les gouvernements sont d'accord – au moins nominale – sur le fait qu'un monde sans armes nucléaires est un objectif souhaitable. Il est temps de les obliger à tenir leurs paroles et de les forcer à poursuivre cet objectif. Grâce au nouveau traité et, bien entendu, à la reconnaissance apportée par le prix Nobel de la paix, nous espérons qu'une nouvelle ère pour le désarmement verra le jour et que ce sera le début de la fin des armes nucléaires.

Afin de réussir, l'ICAN a dû surmonter certains défis majeurs, notamment la bataille pour attirer l'attention et faire de la question une priorité au sein d'un marché mondial saturé par d'autres questions, poursuit Daniel :

L'apathie du public à l'égard des armes nucléaires, et le fait que les médias ont centré leur attention sur les mêmes questions de la même manière et ont eu tendance à renforcer le discours selon lequel « on ne peut rien y faire », ont constitué un défi majeur.

Nous, ainsi que de nombreuses organisations engagées dans le domaine du désarmement, avons beaucoup souffert pour obtenir des financements. Dans la lutte pour la réalisation de ce traité et au-delà, nous devons prendre en compte que la société civile a continué à faire avancer cette initiative malgré une réduction alarmante des ressources destinées aux actions en faveur du désarmement. Les gouvernements et les fondations sont tout à fait désireux de contribuer à la recherche et aux réunions, mais ils sont beaucoup

moins nombreux à vouloir financer des initiatives de la société civile, ou à pouvoir le faire en raison de leurs règlements techniques ou de leurs traditions. Il faut une plus grande reconnaissance institutionnelle du rôle indispensable que joue la société civile au sein des gouvernements et des Nations unies, et cela n'est tout simplement pas possible sans ressources. Si nous comptons simplement sur la générosité des gouvernements ayant des ressources pour financer les initiatives de la société civile, obtiendrons-nous les résultats progressistes dont nous avons besoin ?

Un autre défi a été l'opposition active des États les plus puissants de la sphère diplomatique, en particulier celle des P5 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU : Chine, France, Russie, Royaume-Uni et États-Unis). Il semble que la seule chose sur laquelle ces cinq États peuvent s'entendre, c'est sur le fait qu'ils sont contre la poursuite de l'interdiction des armes nucléaires. Heureusement, notre stratégie et le pouvoir du traité ne reposaient jamais sur la participation des états dotés d'armes nucléaires. En effet, ils sont nés d'un constant : ces pays et leurs alliés bloquent les progrès et les attendre n'est pas une option. Mais ce sont de puissants adversaires, capables d'exercer dans les coulisses diplomatiques d'importantes pressions, qui se sont avérées trop fortes pour plusieurs gouvernements. Heureusement, elles n'ont pas suffi à contrecarrer le processus.

Concrètement, l'ICAN est une coalition rassemblant un large éventail d'acteurs de la société civile. Daniel conclut en réfléchissant à l'expérience du travail en coalition et à la stratégie poursuivie :

Dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements, les coalitions ont remporté des succès remarquables. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a été un événement clé pour la réalisation de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel de 1997. La Coalition internationale contre les sous-munitions a été témoin de l'accord de 2008 sur Convention

sur les armes à sous-munitions et la Convention sur le contrôle des armes a fourni un élan pour l'adoption du Traité sur le commerce des armes. Avec l'adoption réussie par 122 gouvernements du premier traité sur l'interdiction des armes nucléaires, l'ICAN a suivi la forte tradition de coalitions pour le désarmement à des fins humanitaires.

Toutes les problématiques et toutes les coalitions sont uniques et nous ne devrions pas simplement copier-coller les approches en espérant qu'elles fonctionneront à nouveau. Cependant, il y a beaucoup de preuves qui suggèrent que le travail en équipe nous rend beaucoup plus forts.

Premièrement, nous avons cherché à définir les termes du débat. Trop souvent, le débat sur les armes nucléaires revient sur les mêmes sujets, sans faire évoluer ni remettre en cause ce que nous considérons comme la question centrale dans le domaine : le préjudice humanitaire catastrophique que supposent les armes nucléaires est-il acceptable ou non ? Si ce n'est pas le cas, toutes les discussions doivent démarrer de ce point de départ. Les arguments selon lesquels les armes nucléaires confèrent des avantages en matière de sécurité ou que la « dissuasion nucléaire » a de la valeur ne résistent plus à la logique ni aux valeurs éthiques et humanitaires modernes.

Il n'est pas toujours nécessaire de gagner une discussion ; il peut être préférable de redéfinir le problème de manière à ce que vous ayez l'avantage. Les arguments juridiques et techniques peuvent être importants, mais ils peuvent aussi être des moyens par lesquels l'inacceptabilité du statu quo est obscurcie ou perdue de vue. Le fardeau de la preuve doit être porté sur ceux qui prétendent que cette réforme n'est pas nécessaire ou qu'elle devrait être uniquement limitée et fragmentaire.

Deuxièmement, nous avons constamment mis l'accent sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires. Un élément clé

dans restructuration du débat consiste à aller au-delà du cadre légal, couramment centré sur l'équilibre entre les considérations humanitaires et militaires, et de se concentrer sur l'inacceptabilité de la souffrance humaine.

Troisièmement, nous avons sollicité le leadership des communautés ayant été directement touchées par les armes nucléaires. Les voix des Hibakusha – les victimes ayant survécu aux bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki en 1945 – et des survivants des essais nucléaires ont été une contribution inestimable pour ramener la question des armes nucléaires à ce dont il devrait s'agir : les personnes. Cette approche offre également de nombreuses opportunités de campagne, car elle élargit le spectre de ceux qui peuvent s'exprimer sur la question. Nous ne pouvons pas simplement laisser le débat aux prétendus experts militaires ou géopolitiques.

Enfin, bien que l'ICAN soit elle-même un groupe d'organisations partenaires, par la coopération, elle est capable d'établir des relations de travail stratégiques avec d'autres organisations ou mouvements plus importants, y compris le mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Cela a servi à amplifier notre voix et notre pertinence dans le domaine du désarmement.

TRAITÉ SUR LES ENTREPRISES ET LES DROITS DE L'HOMME : LA SOCIÉTÉ CIVILE CHERCHE DES PROGRÈS

Le mois d'octobre a connu une nouvelle avancée dans la campagne visant à établir un traité mondial contraignant pour que les entreprises transnationales

respectent les normes relatives aux droits de l'homme lorsque la **troisième session** du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée du traité s'est tenue à Genève. L'engagement de la société civile dans le processus d'élaboration d'un traité, sous la direction du gouvernement équatorien, a été décrit dans le **Rapport sur l'état de la société civile de 2017**. Depuis, la société civile est restée activement impliquée dans les négociations. Plus de 40 OSC ont pris part à la session d'octobre et ont donné le feu vert à la rédaction d'un projet de traité qui sera préparé pour la prochaine session, en octobre 2018.

Mónica Vargas Collazos du *Transnational Institute* et de la campagne *Global Campaign to Reclaim Peoples' Sovereignty, Dismantle Corporate Power and End Impunity*, fait partie des personnes impliquées. Comme elle l'a précisé, la société civile a développé sa propre vision, audacieuse et ambitieuse, de ce qu'elle attend du traité, dont le contenu et la portée sont encore ouverts à discussion. Nous lui avons demandé ce qu'elle considère à l'avenir comme les meilleurs et les pires scénarios possibles pour le traité :

*En 2017, nous nous sommes rendus à la **troisième session** du Groupe de travail intergouvernemental avec notre proposition de traité. Cette **proposition** nous appartient complètement, de son préambule à ses annexes. Elle a été rédigée grâce aux demandes des mouvements sociaux et des syndicats, et a été révisée par des experts.*

Plusieurs scénarios sont possibles. Dans le meilleur des cas, notre proposition de traité sera acceptée et ratifiée par tous les états, le traité qui en résulte sera un instrument doté d'une réelle capacité pour imposer des sanctions aux entreprises et il sera mis en œuvre de manière effective. En effet, sans la capacité d'infliger des sanctions, nous ne pourrions pas parler d'un traité contraignant. Le traité devrait envisager un mécanisme permettant de recevoir et de traiter les cas de violations après l'épuisement des procédures judiciaires nationales et régionales.

Idéalement, lors de la quatrième session du Groupe de travail, il y aura un texte sur lequel nous pourrions négocier. Le gouvernement équatorien se rendra à cette session munie d'un avant-projet ayant déjà présenté quelques lignes directrices en 2017, lesquelles sont en cours de révision. Dans le meilleur des cas, ce projet intégrera autant de nos propositions que possible.

Dans le pire scénario possible, ceux qui mènent l'opposition au traité parviendront à retarder le processus au moyen des vides juridiques pour remettre en question la validité de la résolution de 2014, et parviendront ainsi à affaiblir et, éventuellement, à diluer le processus.

Entre ces deux scénarios extrêmes se trouve le plus probable : celui d'un traité impuissant mais capable, au moins, de faire reconnaître des principes fondamentaux, comme l'obligation des entreprises transnationales de respecter les droits de l'homme tout au long de leur chaîne de production ou l'obligation des états d'imposer cette exigence aux entreprises. La reconnaissance de ces principes servirait de base à de nouveaux progrès.

Selon Mónica, ce qui augmente les chances de réussite et distingue ce processus des tentatives passées pour contraindre les grandes entreprises à respecter les normes en matière de droits de l'homme, c'est l'engagement proactif de la société civile. La société civile a dû apprendre, innover et trouver de nouvelles façons de travailler :

*En 2013, le gouvernement de l'Équateur a dirigé une **déclaration** qui a initié le processus conduisant au traité. À ce moment-là, la Global Campaign to Reclaim Peoples' Sovereignty, Dismantle Corporate Power and End Impunity avait déjà déménagé à Genève pour répondre à cette demande. Cette déclaration a donc coïncidé avec le travail que nous avons déjà démarré, nous offrant ainsi une occasion unique. Notre réseau n'est pas très habitué aux couloirs de l'ONU, donc cela a été un processus d'apprentissage très intéressant. Nous avons entamé un dialogue avec les gouvernements et nous sommes restés présents tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ONU, puisque nous voulions symboliquement montrer que nous venions des rues. Nous avons installé une tente devant le siège de l'ONU et nous y avons mené diverses activités tout en travaillant dans les locaux. Nous procédons ainsi depuis 2014, lors du vote historique de la **résolution** qui a ouvert la voie au traité.*

*Actif depuis 2012, Global Campaign est un réseau de plus de 200 mouvements, organisations sociales et syndicats, unis par leur opposition aux accords de libre-échange tels qu'ils sont proposés et par l'idée qu'il est nécessaire d'aller au-delà des discours des entreprises proposant des codes de conduite volontaires. Nous avons des alternatives et nous les avons rassemblées dans le **Traité international des***

L'IMPLICATION
DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE DANS LE
SYSTÈME DES
NATIONS UNIES
EST LE FACTEUR
QUI A FAIT LA
DIFFÉRENCE. IL
S'AGIT D'UNE
SOCIÉTÉ CIVILE
CONTESTATAIRE
ET DIRIGÉE PAR
SES BASES.

*peuples pour le contrôle des entreprises transnationales. Global Campaign fonctionne sous l'égide de ce texte. Nous nous rencontrons souvent virtuellement et nous travaillons beaucoup au niveau régional grâce à des dynamiques adaptées aux caractéristiques de chaque région et, à un moment donné, nous nous retrouvons dans différents espaces. A Genève, nous avons un événement annuel, la **Semaine de mobilisation des peuples**, qui coïncide avec la session sur le traité. Une caractéristique qui nous définit par rapport aux autres réseaux promouvant le traité, est que nous nous considérons comme un mouvement. Bien sûr, au sein de notre réseau il y a des organisations sociales et des OSC, mais d'abord et avant tout, nous gardons la dynamique propre à un mouvement de communautés affectées par le comportement des entreprises transnationales.*

Mónica rend compte des nouvelles collaborations qui se sont formées et de la manière dont celles-ci ont contribué à faire entendre de nouvelles voix dans des processus qui leur sont normalement inaccessibles :

Le processus s'est appuyé sur une bonne dose de communication et de publicité : nous avons organisé une campagne de communication publique, nous avons partagé des informations, et nous avons mobilisé les parlements. Cela a empêché les opposants d'arrêter le processus.

*Un réseau interparlementaire mondial a été créé en vue de soutenir le traité, et une résolution appuyant le processus a été publiée et signée par quelque 200 parlementaires du monde entier à ce jour. Plusieurs parlements – y compris au Brésil, au Salvador, en Uruguay, ainsi que le Parlement européen – ont tenu des sessions abordant la question. Il existe un vaste réseau supplémentaire, **l'Alliance pour un traité**, que nous avons contribué à établir, rassemblant des OSC travaillant pour les droits de l'homme dans le monde entier. Ce réseau se caractérise par ses débats internes, mais est néanmoins uni dans son soutien au traité.*

La différence qualitative entre les expériences actuelles et les précédentes est gigantesque. Contrairement aux tentatives éphémères et tronquées du passé, le processus actuel a réussi à maintenir son élan pendant trois ans. Et la raison pour laquelle cela est arrivé est que, pour la première fois, les portes de l'ONU se sont ouvertes et ont permis aux peuples d'y accéder. Les communautés affectées s'y sont rendues et, par conséquent, il a été possible de soulever des problèmes que les gouvernements n'avaient initialement pas l'intention d'aborder, tels que le régime de commerce et d'investissement ou les agissements des institutions financières internationales.

*Ce qui nous distingue et nous confère de la légitimité, c'est notre conviction que les lois doivent être écrites par les peuples. Nous sommes en train d'écrire la loi et nous ne pouvons pas hésiter, car nous n'aurons pas toujours une occasion comme celle-ci. Si nous avons une chance d'atteindre nos objectifs aujourd'hui, c'est grâce à la présence d'une société civile combative et organisée sur le terrain, travaillant en collaboration avec des organisations telles que l'OSC **CETIM** de Genève, qui a une large expérience concernant le système des Nations unies.*

*L'implication de la société civile dans le système des Nations unies est le facteur qui a fait la différence. Il s'agit d'une société civile contestataire et dirigée par ses bases. Ceci est important car, de manière générale, dans les forums et dans les initiatives multilatéraux, tels que le **Forum sur les entreprises et les droits de l'homme**, seuls les acteurs sociaux les moins discordants sont généralement tolérés. Ce n'est pas le cas de Global Campaign : nous avons amené un avocat représentant les 30 000 victimes de Chevron-Texaco en Équateur, un homme autochtone et le lauréat du Prix Goldman, quelqu'un qui sait exactement de quoi il parle lorsqu'il s'attaque à l'impunité des entreprises transnationales. De même, nous avons fait venir une pêcheuse qui a tout perdu à cause de l'effondrement d'un barrage au Brésil. Face à ce type de*

témoignage, les entreprises ne trouvent pas si facile de disqualifier et de remettre en question la véracité des allégations. Si nous acceptons un débat purement technique sur des droits abstraits et sur des normes juridiques, nous entrons dans une arène où il n'est pas si facile de nous défendre.

Cependant, les perspectives d'un changement significatif restent incertaines car de puissantes forces s'opposent à un traité. En décembre, la société civile a alerté le monde sur une apparente tentative de l'UE de contrecarrer le processus de développement du traité en proposant une coupe dans le financement du Groupe de travail intergouvernemental. Ceci était le dernier rappel des intérêts puissants et bien ancrés qui sont en train de s'organiser pour placer des obstacles dans le chemin d'un traité. Mónica dresse le portrait d'une arène diplomatique divisée en deux camps où de complexes dynamiques sont à l'œuvre, auxquelles la société civile doit se confronter, et qu'elle doit suivre de près :

Notre analyse a identifié les entreprises multinationales comme les principaux acteurs du processus de la mondialisation capitaliste. Leur pouvoir repose sur une architecture juridique et institutionnelle qui leur garantit l'impunité. Cette architecture implique, par exemple, des états qui soutiennent le régime de commerce et d'investissement, y compris des accords de libre-échange, des accords d'investissement et toute une série de règlements obligeant les autres états à respecter les intérêts des entreprises.

Ces intérêts ont pénétré profondément de nombreuses institutions, y compris celles de l'ONU, où nous observons depuis longtemps qu'ils sont représentés par les positions de certains états et entités régionales telles que l'UE. La pénétration de ces intérêts dans les espaces institutionnels internationaux, régionaux, nationaux et locaux s'est traduite par une privatisation de la démocratie, processus très préoccupant à travers le monde.

L'Australie, le Japon, les États-Unis et l'UE se sont tous opposés au traité. De l'autre côté, nous trouvons l'équipe de travail intergouvernementale, présidée par l'Équateur, pays qui a investi beaucoup d'énergie dans le processus et a été, avec l'Afrique du Sud, le moteur de l'initiative.

Si vous dressez la carte des états qui ont accepté et qui se sont opposés à la résolution de 2014, vous verrez clairement le clivage nord-sud. Les 20 voix en faveur de la résolution représentaient la moitié de la population mondiale puisque, événement tout à fait extraordinaire, la Chine, la Russie et l'Inde ont apporté leur soutien au traité. Il y a eu 14 voix contre, toutes en provenance des états du nord, et 13 abstentions, dont celles de l'Argentine et du Brésil. Les états qui se sont abstenus ont voté de la sorte sachant que leur décision permettrait toujours au processus de se poursuivre. Depuis ce moment et jusqu'à aujourd'hui, la situation dans le monde a empiré. Les gouvernements de l'Argentine, du Brésil et des États-Unis ont changé. Lors de la dernière session, certains états importants comme la Russie se sont montrés plus réticents que par le passé. Et les nouveaux membres du CDH ne sont pas particulièrement attachés à l'initiative. Le contexte est donc moins encourageant.

En ce qui concerne le dialogue sur le traité, les états doivent s'occuper de leurs propres négociations et tensions. Dans la diplomatie internationale il n'y a pas de dialogue étanche, à la place, les états négocient simultanément dans différents domaines. Ils peuvent céder dans un forum — par exemple, en ce qui concerne le traité — si en échange leurs homologues cèdent sur une autre question, disons au sein de la Conférence sur le changement climatique ou de l'Organisation mondiale du commerce. C'est un système très complexe et souvent très opaque. En tant que société civile, nous avons essayé de faire face à ce problème. Notre stratégie a consisté à amener les communautés concernées aux négociations afin qu'elles

puissent participer directement aux sessions plénières et rencontrer les représentants des gouvernements.

La réponse de la société civile à ces défis consiste à continuer la lutte sur plusieurs fronts et à associer l'engagement dans les salles de conférence avec la création de nouvelles façons de travailler, conclut Mónica :

Nous avons besoin précisément de ce qui est en train de se passer. Il y a quelques années, l'Amérique latine a connu un moment où le système de croyances structuré autour du néolibéralisme s'est brisé. Un moment où nous avons cessé de croire pour de bon, où il n'était plus possible de continuer à affirmer que le néolibéralisme fonctionnait. Aujourd'hui nous arrivons à un moment similaire. Nous sommes convaincus que ne pouvons pas nous permettre de nous limiter à des normes volontaires pour des acteurs ayant un tel pouvoir sur notre quotidien. Cette rupture est en train de se produire. Nous serons en mesure d'aller de l'avant si nous parvenons à garder l'attention citoyenne, à amener les gens à remettre en question l'idée de normes volontaires et à exiger des règles contraignantes.

*Heureusement pour Global Campaign, la lutte contre l'impunité des entreprises transnationales ne se limite pas à l'ONU ni à la portée des négociations du traité. Il s'agit d'un espace de négociation très important et nous continuerons sûrement à avancer dans son sein. Nous avons simultanément continué à aller de l'avant en termes d'organisation et de mobilisation. Par exemple, le programme qui s'est déroulé dans la tente, devant le siège de l'ONU à Genève pendant la semaine qu'a duré la session du Groupe de travail, comprenait des ateliers organisés par des groupes importants tels que des syndicats et des organisations de migrants et de paysans afin d'aborder les problèmes de toute la chaîne productive et les droits des populations vulnérables. Il comprenait également de nombreuses **conférences parallèles** accompagnées de témoignages provenant des communautés concernées, de présentations de la proposition de*

traité populaire et de dialogues entre les rapporteurs spéciaux des Nations unies et les victimes.

En d'autres termes, notre coalition est un organisme vivant et c'est là que réside notre grande force. Nous n'avons pas seulement un plan B, nous avons aussi un plan C et D, et ainsi de suite jusqu'à Z. Les populations ont déjà de l'expérience dans la confrontation avec des entreprises transnationales et avec des états complices dans leurs propres territoires, et ont depuis longtemps construit des alternatives. Ce consensus que nous avons construit n'est pas si facilement réversible.

CATALOGNE : UN RÉFÉRENDUM INDÉPENDANTISTE SUR FOND DE POLARISATION POLITIQUE

Le référendum sur l'indépendance de la Catalogne qui s'est tenu le 1er octobre contre la volonté du gouvernement espagnol, a abouti à un large **vote** en faveur de l'indépendance (92% des voix), bien que le taux de participation n'ait été que de 43%. Il est possible que le taux de participation ait été affecté par la fermeture de certains bureaux de vote par la police nationale ainsi que par un boycott organisé par des groupes anti-indépendantistes, ce qui a conforté la position du gouvernement espagnol selon laquelle le référendum était illégitime. Le jour du référendum, les forces de police ont utilisé la violence pour empêcher les électeurs de voter et la période qui a suivi le référendum a été marquée par la polarisation et par l'agitation. Cette situation n'a pas été résolue par les élections de décembre organisées par le gouvernement espagnol après avoir limogé le gouvernement catalan et arrêté un grand nombre de ses dirigeants.

Nous avons discuté de la situation en Catalogne avec **Anaïs Franquesa Griso d'Irídia** et avec **Francesc Badia i Dalmases** de **DemocraciaAbierta**. Tout en étant en désaccord sur certains aspects, tous deux ont mis en évidence la contribution de la crise économique et le mauvais jugement politique des dirigeants espagnols dans l'alimentation des griefs historiques et du sentiment indépendantiste. Francesc résume ces tendances :

La crise économique a durement frappé l'Espagne en 2010. Le taux de chômage atteignait 25%, 50% pour les 18-24 ans, et il n'y a pas eu de réponse rapide. Cela a conduit à des troubles sociaux qui, mêlés aux griefs historiques et à l'agenda nationaliste, ont alimenté le mouvement nationaliste catalan. Le gouvernement de centre-droit du Parti populaire à Madrid a tenté de faire face à la situation économique avec des formules uniformisées venant de Bruxelles et de Berlin, telles que de sévères mesures d'austérité et un strict contrôle du déficit. Cela signifiait également un contrôle plus étroit des finances des régions autonomes d'Espagne. Par ailleurs, le Parti populaire ne tient pas à l'idée d'une Espagne fédérale et tente une recentralisation afin de contrôler le déficit fiscal. Cela a offert une excellente occasion aux partisans du nationalisme catalan pour constituer le soutien dont ils avaient besoin afin d'atteindre leur objectif ultime d'indépendance.

Anaïs souligne le fait que les Catalans se sont historiquement considérés comme une nation et ont, avec le temps, revendiqué leur autonomie dans certains domaines, y compris dans les questions culturelles et financières. Sous le gouvernement espagnol actuel, les Catalans ont de plus en plus tendance à croire qu'ils sont traités de manière injuste par rapport à d'autres régions espagnoles :

Vers 2002 a débuté le débat sur un nouveau statut d'autonomie pour la Catalogne. Le Parti populaire dirigé par le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a lancé une campagne impitoyable contre ce statut. Il a recueilli des signatures pour s'y opposer et a fait appel devant la Cour constitutionnelle contre plusieurs articles du statut,



Une femme proteste à Barcelone pour la libération des dirigeants politiques indépendantistes détenus

Source: Getty Images

que contrarier les demandes les plus raisonnables d'autonomie et de droits, générant une radicalisation massive qui n'existait pas quelques années auparavant. Chaque attaque du gouvernement espagnol a incité davantage de citoyens à l'indépendance et a renforcé le consensus sur le droit de la Catalogne de décider de son organisation territoriale et politique. La répression qui a eu lieu le 1er octobre a également augmenté la participation, car de nombreuses personnes indignées sont descendues dans les rues et se sont rendues aux urnes. Dans des conditions différentes cela se serait passé autrement.

Le 1er octobre, jour du référendum, des violences ont éclaté alors que la police nationale tentait d'empêcher les gens de voter, après que la police catalane ait refusé d'intervenir. Les images de la police utilisant des matraques et des boucliers contre des électeurs pacifiques et tirant à blanc pour disperser les foules sont devenues virales. Le nombre de blessés **a été contesté** dans un environnement de plus en plus polarisé. Cela se reflète dans les opinions divergentes de nos interviewés. Anais, dont le travail se concentre sur la violence policière dans le contexte de manifestations, situe la répression du jour du référendum dans le cadre d'un processus de contestation de long terme en Espagne. D'ailleurs, de récentes lois anti-manifestations constituent une réponse directe aux actions de contestation et aux mouvements sociaux qui ont suivi la crise financière. Mais quant à la répression exercée autour du référendum, elle identifie de nouvelles tactiques très inquiétantes :

*La violence que nous avons connue le 1er octobre avait des caractéristiques nouvelles. Premièrement, il y avait une **composante de genre** claire. La répression était plus dure contre les femmes. Il y a eu des cas de harcèlement sexuel, chose que nous n'avons jamais vue auparavant.*

*En outre, des balles en caoutchouc ont été utilisées, bien qu'elles aient été **interdites** en Catalogne en 2013. Leur interdiction a été possible grâce au travail de nombreuses organisations et mouvements sociaux. En plus d'avoir fait perdre à Roger Español la vision d'un œil,*

l'utilisation de balles en caoutchouc avait une grande importance symbolique, car elle a constitué un revers sur une question que nous pensions déjà réglée. Aujourd'hui, nous sommes conscients que nous devons continuer à travailler pour que Roger soit la dernière victime de balles en caoutchouc dans notre pays.

Notre génération n'avait jamais été témoin d'une répression aussi généralisée contre la population civile, et encore moins pour quelque chose d'aussi fondamental que le désir de voter.

Cependant, Francesc Badia, tout en condamnant les épisodes de répression, suggère également qu'ils ont fait le jeu du mouvement indépendantiste et ont été exagérés par celui-ci :

*Lorsque les policiers ont essayé de pénétrer dans les bureaux de vote et que les gens ont tenté de les empêcher d'y accéder, ils ont inévitablement recouru à l'utilisation de la force. Ce vote n'était pas autorisé par les réglementations et était incompatible avec l'État de droit. Toutefois, ce n'était pas une raison suffisante pour utiliser la force contre les électeurs. Dans le même temps, les médias ont énormément exagéré les épisodes de violence. La propagande nationaliste parle de plus de mille personnes blessées, y compris des enfants et des personnes âgées, mais il n'y a pas eu un recensement indépendant des blessés. À la fin de la journée, seulement **deux personnes** avaient fini à l'hôpital. Cependant, les images de la répression ont été dévastatrices, et à juste titre.*

Envoyer la police antiémeute a été une énorme erreur et un piège dans lequel les autorités sont tombées. Les forces pro-indépendantistes voulaient de tout leur cœur obtenir cette image de la police essayant d'empêcher les gens de voter lors du référendum pour pouvoir envoyer le message que l'État s'opposait à la démocratie. Et cela a fonctionné : les images de personnes expulsées violemment des bureaux de vote ont été très troublantes.

Alors que la société civile internationale demandait une enquête indépendante sur l'usage de la force, les actions successives du gouvernement espagnol n'ont rien fait pour calmer une situation déjà tendue et polarisée : quelques semaines après le référendum, la Haute Cour espagnole a **arrêté deux dirigeants des mouvements indépendantistes** de la société civile. Après la déclaration unilatérale d'indépendance du gouvernement catalan, le gouvernement espagnol a décidé sa dissolution et a procédé à la détention de plusieurs de ses dirigeants sur des accusations de rébellion et de sédition. Le leader du gouvernement catalan, Carles Puigdemont, démis de ses fonctions par le gouvernement espagnol, a fui en exil à Bruxelles pour éviter son emprisonnement. Anaïs s'inquiète des procédures judiciaires, y compris des détentions, qui, selon elle, remettent en question la neutralité de ceux qui appliquent la loi :

Ily a des gens qui ont été emprisonnés pour sédition et rébellion, malgré le fait que toutes les mobilisations ont été remarquablement pacifiques, fait reconnu par toutes les décisions judiciaires. Malgré tout, le fait que les mobilisations aient été si massives a été interprété comme un signe « d'intimidation » et la violence employée par les forces de sécurité de l'État le 1er octobre a été considérée comme la responsabilité des dirigeants politiques catalans. Ils argumentent que s'ils n'avaient pas encouragé et organisé un référendum illégal l'État espagnol n'aurait pas « été contraint » d'utiliser la force.

Le gouvernement espagnol a convoqué de nouvelles **élections** qui se sont tenues en décembre et qui n'ont pas réussi à sortir de l'impasse : avec un taux de participation de 81,9%, l'ensemble des partis indépendantistes ont remporté la majorité de sièges, bien qu'un parti pro-unité ait été le plus voté. Des manifestations à grande échelle se sont poursuivies à Barcelone pendant toute cette période, la question du statut de la Catalogne demeurant non résolue et les inquiétudes grandissant à propos de la réduction de **la liberté des médias**. Anaïs décrit le climat dans lequel l'élection a eu lieu :

*Avant les élections, le gouvernement espagnol avait averti que si les partis indépendantistes gagnaient, l'administration continuerait à être gérée depuis Madrid ; en d'autres termes, ils ont annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas les résultats s'ils ne leur étaient pas favorables. Pendant la période pré-électorale, le **Conseil électoral central** avait défini les mots et les concepts qui pourraient être utilisés pendant la campagne, et de nombreux actes de censure se sont produits. Monica Terribas, l'une des journalistes les plus connues de Catalogne, a déclaré dans son émission de radio qu'une élection convoquée avec la moitié du gouvernement en prison, l'autre moitié en exil, et les médias et les manifestants attaqués, ne pouvait en aucune manière être décrite comme étant « libre ». Suite à ses propos la station a été **sanctionnée**.*

PARMI LES CATALANS IL Y A UN CONSENSUS ÉCRASANT AUTOUR DE LA CONVICTION QUE TOUTE DÉCISION DOIT RÉSULTER D'UNE CONSULTATION AVEC LES CITOYENS.



La société civile peut jouer un rôle important dans le rapprochement entre différentes factions dans des contextes politiquement polarisés, mais en même temps, elle peut, elle-même, être divisée. Alors qu'Anais souligne les tendances progressistes et l'autonomie de la société civile catalane, Francesc estime qu'une partie importante de la société civile a été embrigadée par les groupes politiques indépendantistes :

Le rôle de la société civile est assez complexe. Les deux dirigeants de la société civile arrêtés en octobre sont à la tête de deux mouvements très puissants, lesquels sont très étroitement liés au programme du gouvernement catalan, donc la séparation entre le gouvernement et la société civile est assez floue.

Le problème est que la société civile a perdu son indépendance et a été récupérée par certains groupes. Leurs dirigeants ont participé aux décisions prises par le gouvernement catalan et aux mobilisations en faveur de l'indépendance, tandis que ceux qui s'y opposaient n'avaient aucun pouvoir et manquaient de soutien gouvernemental. Que ce soit en faveur ou contre l'indépendance, il est difficile pour les OSC de ne pas tomber dans l'un des deux camps, lesquels sont asymétriques car un camp avait la faveur du gouvernement catalan. Le danger est que la société civile, ayant perdu sa neutralité et son indépendance pour aller de l'avant et proposer des solutions pour tous, perde sa légitimité aux yeux de beaucoup de personnes.

La question plus importante est de savoir dans quelle mesure le mouvement indépendantiste catalan se rapproche des tendances politiques plus larges, en œuvre dans de nombreux pays, où les gens rejettent leur loyauté envers les partis conventionnels et embrassent des politiques identitaires, y compris des politiques nationalistes. Francesc croit que les connexions sont claires :

En général, nous constatons que la confiance dans les représentants politiques s'est beaucoup dégradée au cours des deux dernières décennies. Nous avons vu l'effondrement du terrain d'entente, une

polarisation des positions et la montée de mouvements et de récits apportant des réponses simples à des questions très complexes.

Les mouvements très actifs et divers de 2011 ont été récupérés par les partis nationalistes catalans. En conséquence, une grande partie de leur diversité a disparu sous le drapeau nationaliste. Les différents griefs qui ont motivé les gens à descendre dans la rue ont reçu la même réponse : l'indépendance, sans aucune explication de ce à quoi elle pourrait bien ressembler. On peut voir le lien fort avec les tendances populistes en hausse ailleurs en Europe et dans le monde, caractérisées par des hommes politiques fournissant des réponses simples, bien que fausses, à des questions complexes.

L'idée centrale – que nous avons déjà vue au Royaume-Uni – tourne autour de la construction d'un nouveau pays et de la reprise du contrôle. Ce qu'ils disent, c'est que la reprise du contrôle conduira automatiquement à une situation meilleure, plus prospère et plus ordonnée. C'est le genre de récit qui gagne beaucoup d'esprits... Les gens ne font plus confiance à la politique traditionnelle. Ces récits se sont répandus en Europe et ailleurs. En Espagne, ils se sont concrétisés dans un mouvement indépendantiste fort.

Cependant, Anais souligne l'orientation radicalement démocratique d'une grande partie du mouvement indépendantiste catalan, qu'elle perçoit comme distinct du nationalisme xénophobe en vogue ailleurs en Europe :

À Barcelone, les mouvements sociaux de base sont très autonomes et une partie d'entre eux ne s'identifient pas à la cause indépendantiste, car une très grande partie de la société civile n'est pas nationaliste. De nombreux partisans de l'indépendance se prétendent non-nationalistes et voient l'indépendance plutôt comme une stratégie pour obtenir une plus grande démocratie et davantage de droits que comme une question nationaliste... Les demandes d'indépendance ont une composante démocratique et c'est pourquoi de nombreux

mouvements sociaux l'ont rejoint, même si l'indépendance n'est toujours pas une priorité pour eux. La Catalogne a connu des processus de démocratisation qui n'ont pas eu lieu dans le reste de l'Espagne, comme *l'annulation des procès sommaires du régime de Franco, l'interdiction des balles en caoutchouc et la demande de fermeture de centres de détention pour étrangers*. Alors qu'il y a eu des manifestations massives pour l'indépendance de la Catalogne, cette région a également accueilli la plus grande *manifestation d'Europe en faveur de l'accueil des réfugiés*.

Anais et Francesc sont d'accord sur le fait qu'il faudra du temps et des efforts de la part de toutes les parties concernées pour trouver un moyen pour sortir de l'impasse. En 2017 la situation semblait bloquée dans un cycle, les réactions répressives de l'État aux demandes d'indépendance ne faisant qu'alimenter la colère nourrissant ainsi la cause indépendantiste. Mais, le gouvernement espagnol étant réticent à accepter la désintégration de l'Espagne, le mouvement indépendantiste risquant l'humiliation s'il retire ses revendications, et la présence de voix non-séparatistes en Catalogne étant généralement sous-estimée, il faut que quelque chose change. Pour Francesc, les deux parties doivent reconnaître qu'elles sont toutes deux légitimes et doivent négocier :

Ceux qui soutiennent l'indépendance sont fortement mobilisés. Ils sont disciplinés, bien organisés et bien coordonnés, donc leurs images sont très puissantes. Mais ils doivent reconnaître qu'il n'y a pas assez de gens soutenant l'indépendance actuellement. De l'autre côté de la fracture politique, il faut aussi reconnaître que même si le mouvement indépendantiste n'a pas de majorité, il est désormais très fort et très mobilisé. Les deux parties doivent s'asseoir autour de la table. La sortie passe par l'ouverture de discussions sur la réforme de la constitution... Tout le monde doit s'asseoir et essayer de construire un consensus autour d'une nouvelle constitution qui intégrera certaines des revendications de la Catalogne et d'autres, et qui aura une structure

plus fédérale. Qu'on le veuille ou non, la solution sera fédérale, peut-être pas par volonté ou par conviction, mais par nécessité.

Anais admet également que le mouvement indépendantiste, bien qu'il ait grandi, ne bénéficie pas d'un soutien majoritaire, ce qui signifie que le dialogue est la seule voie à suivre ; or, la voix du peuple catalan doit être entendue dans ce dialogue :

Parmi les Catalans il y a un consensus écrasant autour de la conviction que toute décision doit résulter d'une consultation avec les citoyens. La capacité du peuple catalan à décider doit être reconnue et, par conséquent, il faut organiser un référendum. Une seule élection ne suffira pas. Sortir de cette situation exige un véritable acte de souveraineté, beaucoup de dialogue et, surtout, le respect des droits fondamentaux.

BOLIVIE : LES MESURES POUR UN QUATRIÈME MANDAT PROVOQUENT DES MANIFESTATIONS

En Bolivie, des milliers de personnes se sont rassemblées en octobre pour **manifeste**r contre la décision du président Evo Morales de prolonger son mandat. Le président Morales en est déjà à son troisième mandat, mais il veut évidemment continuer.

Le président Morales est arrivé au pouvoir en 2006. En 2013, la Cour constitutionnelle lui a donné raison puisque, selon son arrêt, son premier mandat ne devait pas être pris en compte dans la limite de deux mandats établis par la constitution du pays. Grâce à cette décision il a pu se présenter

une nouvelle fois et a remporté l'élection de 2014. Mais en février 2016, il a perdu **un référendum** visant à lui permettre d'outrepasser la constitution pour briguer un quatrième mandat aux prochaines élections en 2019. Bien que le président Morales ait d'abord déclaré qu'il accepterait le résultat du référendum, son parti, le Mouvement pour le socialisme (MAS, par ses sigles en espagnol), l'a ensuite désigné comme son candidat pour 2019. En septembre, le parti a intenté une action en justice pour supprimer la limite constitutionnelle argumentant qu'elle violait les droits de l'homme. En novembre, la Cour constitutionnelle a statué en sa faveur, **levant ainsi les limites** empêchant les autorités élues de se faire réélire indéfiniment. Le référendum n'a servi à rien et l'indépendance du pouvoir judiciaire bolivien a été remise en question. Beaucoup s'inquiètent face à la possibilité que Morales devienne président à vie.

Ramiro Orias, de la *Due Process of Law Foundation*, analyse l'argument avancé par MAS ainsi que les manifestations d'octobre qui ont surgi pour y répondre :

Selon le Président, l'interdiction l'empêchant de se présenter à nouveau portait atteinte au principe d'égalité et supposait une discrimination à l'encontre des élus actuels. En outre, elle serait contraire à la Convention américaine relative aux droits de l'homme. C'est le même argument utilisé au Nicaragua par Daniel Ortega, qui a fait en sorte que la Cour constitutionnelle déclare inconstitutionnelle sa propre constitution, lui permettant ainsi de se faire réélire. Il s'agit d'un argument plutôt forcé, parce que les droits qu'il invoque ne sont pas absolus, mais permettent une réglementation sur la base du bien commun et de l'intérêt général. D'ailleurs, le droit à se présenter à l'élection présidentielle est limité par des restrictions de nationalité et d'âge, entre autres. Des limitations supplémentaires existent au nom des valeurs supérieures d'une société démocratique, telles que l'alternance au pouvoir et le renforcement des institutions démocratiques.

*Le 10 octobre, lors du 35ème anniversaire de la restauration de la démocratie en Bolivie, s'est tenue **une manifestation** contre la réélection indéfinie du président et défendant la volonté exprimée par les citoyens lors du référendum de 2016. La manifestation avait été convoquée par diverses OSC, plates-formes citoyennes et partis d'opposition. C'était une manifestation gigantesque avec des foules énormes dans les villes de La Paz et de Santa Cruz, et d'autres plus petites à Cochabamba, Oruro et Potosí.*

*Heureusement le droit à la liberté de réunion pacifique a été respectée, dans le sens où il n'y pas eu de violences ni de tentatives de répression des manifestations. Cependant, **les services** de renseignement de la police ont suivi et surveillé de près les manifestations en général, et les leaders de l'opposition en particulier, au point qu'ils ont recueilli des enregistrements détaillés de leurs conversations. Ceci est inacceptable dans le contexte d'une société démocratique.*

La décision de briguer un quatrième mandat présidentiel et les manifestations correspondantes, sont survenues dans un contexte de polarisation politique qui a vu la création de deux camps : les antis et les pros-MAS. Comme l'explique Ramiro, la société civile n'est pas à l'abri de ces tendances :

La société civile est en effet divisée. Comme dans tout processus de changement politique, il y a eu des gagnants. Certains secteurs ont bénéficié d'avantages considérables et, par conséquent, ont soutenu la continuité, y compris certains syndicats, tels que la Confédération syndicale des colonisateurs de Bolivie. D'un autre côté, il y a eu des secteurs qui se sont sentis initialement représentés par MAS mais qui ont fini par perdre.

Le parti au pouvoir a cultivé une aile pro-gouvernementale de la société civile, ce qui a conduit à la création de certaines organisations pseudo-civiles intimement liées à lui. Marco Antonio Gandarillas du **Centre d'information et**

de documentation de la Bolivie (CEDIB, par ses sigles en espagnol), aborde cette question :

Il existe maintenant un grand nombre d'organisations de la société civile qui sont en réalité des organisations paragouvernementales et qui survivent grâce à des contrats, à des services de conseil et à d'autres ressources d'État. En outre, un certain nombre d'OSC ont été créées et sont dirigées par des hauts représentants de l'État. Tous les hauts fonctionnaires, à commencer par le président Morales, dirigent des organisations de la société civile créées pour gérer des programmes gouvernementaux avec l'aide de programmes de coopération internationale ou de fonds publics. Par exemple, on a signalé qu'une fondation dirigée par le président détient sa propre chaîne de télévision et gère de gros contrats de publicité institutionnelle.

Cependant, Ramiro indique que le désenchantement s'est installé parmi de nombreuses personnes appartenant à la société civile authentique qui jadis s'identifiaient avec le président Morales :

Le gouvernement trouve de plus en plus difficile d'agir en tant que représentant des mouvements sociaux. De nombreux acteurs de la société civile qui, à un moment donné, ont vu avec sympathie le processus de changement mené par le président Morales le regardent aujourd'hui avec inquiétude. Il est devenu un processus d'accumulation du pouvoir politique et ne leur offre plus aucune garantie pour faire leur travail librement.

Le gouvernement bolivien a perdu des soutiens, en particulier dans les circonscriptions indigènes, en raison de certaines mesures qui ont entraîné des revers pour leurs projets, comme la décision de construire une route à travers la zone protégée du Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure sans respecter le processus de consultation préalable, libre et informée des peuples indigènes habitant le



Les Boliviens protestent contre le président Evo Morales

Source: Getty Images

territoire. Le gouvernement a également autorisé l'exploitation d'hydrocarbures dans des zones protégées. Cela a entraîné la mise à l'écart de certaines circonscriptions qui, au départ, avaient donné au gouvernement une large majorité.

En août, l'approbation **d'une loi** retirant le statut de protection au Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure a suscité des controverses et des manifestations contre une possible exploitation économique du territoire et contre les potentiels impacts sur les peuples indigènes. Selon les nouvelles règles, les OSC et les citoyens étrangers auront besoin d'une autorisation pour visiter la zone. Et suite au changement, les journalistes se verraient refuser l'accès au territoire. Les manifestations d'octobre contre la construction de routes à l'intérieur du territoire **ont été dispersées de force** et les journalistes essayant de couvrir la manifestation se sont plaints de **harcèlement**.

Ramiro suggère que, dans un contexte de désenchantement grandissant de la société civile, la détermination évidente du parti au pouvoir pour le conserver a entraîné la dégradation de l'espace civique bolivien :

La tentative du président pour se faire réélire fait partie d'un processus plus large d'érosion de l'espace civique démocratique qui résulte de la concentration du pouvoir.

Au fur et à mesure que les bases de son soutien se sont détériorées, le gouvernement a imposé des régulations visant à démobiliser cette partie de la société civile qui n'appuie pas activement le projet du gouvernement. La situation est devenue très difficile pour les défenseurs des droits de l'homme, en particulier pour les défenseurs des droits des peuples indigènes et pour les défenseurs de l'environnement, lesquels ont été confrontés à divers défis et pressions.

Des changements importants ont également été apportés à la réglementation régissant les OSC nationales. Le changement

principal, qui a laissé les OSC dans une position de grande vulnérabilité, concerne la Loi 351 sur les personnes juridiques de 2013. Cette loi oblige les OSC à aligner leurs objectifs et leurs activités sur la politique du gouvernement et a remplacé le principe de la reconnaissance de l'existence légale d'une organisation par l'octroi d'un statut juridique par l'État. Il s'agit d'un acte administratif qui confère un grand pouvoir discrétionnaire aux autorités fédérales. La personnalité juridique peut être ainsi retirée par une simple procédure administrative, sans aucune garantie procédurale. Dans le même temps, les OSC qui ne se sont pas rangées du côté du gouvernement sont publiquement stigmatisées.

Marco décrit certains des impacts de ces restrictions sur la société civile :

Plus qu'à la fermeture forcée d'organisations, le nouveau cadre juridique a abouti à « des morts silencieuses ». Désormais les autorités judiciaires sont élues au suffrage populaire. Ceci a provoqué la subordination du pouvoir judiciaire à l'exécutif et la disparition des garanties d'une procédure juste, créant ainsi un sentiment d'intimidation au sein de la société civile. De nombreuses organisations ont décidé soit de mettre la clé sous la porte, soit de changer leurs objectifs et de faire profil bas pour ne pas déranger le pouvoir. Ce faisant, la société civile a perdu sa force et son indépendance.

Au cours des dernières années, mon organisation, la CEDIB, a subi d'innombrables inspections par divers organismes d'État. Ni les institutions publiques ni les entreprises privées n'ont été soumises aux contrôles que cette petite organisation a dû subir. Nous avons essuyé des audits de toutes sortes, y compris certains manifestement illégaux, comme lorsque nous avons dû présenter des documents comptables remontant à plus de 20 ans, alors que le Code de commerce exige des organisations la tenue des registres pendant cinq ans seulement.

Outre les impacts sur la liberté d'association, la pression sur l'espace civique a provoqué des violences et des conflits. Pendant **les trois jours de manifestations** qui ont suivi à l'arrêt de la Cour suprême en novembre, les manifestants ont été confrontés à des violences, à la confiscation de leurs documents et au moins à 37 arrestations. D'autres manifestations de 2017 ont entraîné des violences et des arrestations. En février, des partisans du gouvernement **ont fait irruption** dans les bureaux de l'OSC, Assemblée permanente des droits de l'homme en Bolivie, et ont violemment interrompu une conférence de presse sur les violations commises par des entreprises publiques contre les communautés autochtones. L'organisation a connu **une autre interruption** de ce genre en septembre. Toujours en février, des agriculteurs contestataires ont été victimes d'agressions policières lorsqu'ils manifestaient sur la place de l'Assemblée nationale. Parmi eux 40 ont été arrêtés. En juillet, quatre participants à une manifestation féministe ont été arrêtés, et en août une manifestation anti-corruption a été dispersée au moyen des gaz lacrymogènes. En septembre, la violence et les arrestations ont été utilisées pour mettre fin **aux barrages des routes** mis en place pour exiger le renvoi des autorités locales, tandis qu'en décembre **un affrontement** entre des travailleurs de la santé en grève et la police a fait deux blessés et a conduit à quatre arrestations. **Une forte augmentation** du nombre d'attaques contre des journalistes a également été documentée.

Marco met en avant le défi provoqué par l'impunité et la confiance en soi du parti au pouvoir, qui lui fait oublier les conflits socio-économiques :

Il est devenu courant que les conflits soient maîtrisés par des interventions policières musclées entraînant souvent des morts. Les forces de sécurité, et en particulier la police, jouissent d'une totale impunité : aucun décès lié aux répressions n'a véritablement été investigué et leurs auteurs n'ont jamais été poursuivis.

L'augmentation des conflits est le résultat d'une agitation sociale croissante qui ne s'est étonnamment pas exprimée lors des élections. De la solide victoire du président Morales en 2014 – il a été réélu

avec environ 60% des voix – le gouvernement a déduit que la société soutenait son modèle économique, indépendamment du fait que, selon les données disponibles, la principale raison de la plupart des conflits était d'ordre socio-économique et concernait les salaires, les terres, les ressources naturelles, les services publics et la distribution des fonds publics.

Par conséquent, lorsqu'il était investi pour la troisième fois, le président Morales a adopté comme objectif principal l'approfondissement de son modèle du gouvernement. Cela a déclenché de nouveaux conflits et a aggravé ceux déjà existants. Je pense que cela est la cause des hauts niveaux de violence qui caractérisent aujourd'hui les conflits sociaux, ainsi que de l'impunité avec laquelle agissent les forces répressives.

Face à ces défis, Ramiro réfléchit à quel pourrait être le rôle de la société civile et à ce qu'il faudrait faire pour rétablir la confiance dans la promesse progressiste que beaucoup de personnes de la société civile ont vu un jour dans la figure du président Morales :

Contrairement à la tendance dominante consistant à donner plus de pouvoir à une seule personne, l'une des principales questions en suspens dans le programme démocratique bolivien est la réorientation de la représentation politique à travers un système de partis pluriel et institutionnalisé doté de pratiques démocratiques internes. Si la question de la réélection présidentielle est à l'ordre du jour, c'est précisément à cause d'un manque d'institutionnalisation : le parti au pouvoir n'a pas de leadership de remplacement. Plus qu'un parti politique, le groupe dirigeant est constitué d'une coalition d'intérêts hétérogènes que seul le président Morales est capable de maintenir ensemble. Le gouvernement utilise des mécanismes démocratiques quand il les trouve utiles, mais quand ils ne servent pas ses intérêts, il les écarte et essaie de les modifier pour son propre bénéfice.

Dans le contexte d'un système de partis faible, la société civile acquiert une importance singulière. Elle remplit les rôles de gardien des libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression à travers lesquels elle est capable de promouvoir ses idéaux de changement social. La société civile travaille pour une démocratie non seulement plus représentative mais aussi plus participative.

Enfin, Ramiro expose ce dont il pense que la société civile a besoin pour jouer ces rôles importants dans la démocratie :

La chose la plus importante dont la société civile a besoin pour continuer à mener ses revendications en faveur des droits de l'homme, c'est d'un système judiciaire indépendant. L'exécutif a poursuivi l'affaiblissement des institutions judiciaires. C'est un processus que nous serons incapables d'inverser à court terme en l'absence de coopération d'autres acteurs, nationaux et internationaux. Nous avons besoin de la solidarité internationale. Nous avons également besoin de soutien pour que les OSC soient autonomes, améliorent leurs processus internes de reddition de comptes et garantissent la transparence de leur propre gouvernement institutionnel. Mais la vérité est que tant qu'il n'y aura pas de pouvoir judiciaire indépendant, capable de protéger les droits fondamentaux, la société civile restera extrêmement impuissante.